

v. Ci. H. Jap. 111.0.

original: m. le conseiller federal j.-p. delamuraz

kopien : brf bre mf sin rue kt la sru pgf bli er gwb
hr hg

tokyo, le 27.1.1989 16.00 u r g e n t h

0018- -hhhhh

co/hh/rx/b/id

a l'attention de monsieur le conseiller federal j.-p. delamuraz,
president de la confederation

copies:

- dfae, direction politique
- dfae, direction des o.i.
- dfae, direction du d.i.p.
- sef
- dfi, office federal de l'education et de la science
- dff, administration federale de finances
- dfep/bawi: b, cm, a, py, gi, md, bd, je, ke, eb, zo, wa, co, vw
- ofa
- dftec, office federal de l'aviation civile
- bns a zurich et berne

copies directement par radio/data care a:

- ambassade de suisse a bonn, londres, paris, rome, ottawa, washington
- mission suisse a bruxelles
- delegation suisse a geneve et paris

ma visite au japon des 26/27 janvier 1989

cette visite, organisee avec perfection et generosite par l'ambassadeur baer et son equipe, s'inscrit dans le prolongement de contacts reguliers a haut niveau entre la suisse et le japon et m'a permis de proceder a des entretiens avec le nouveau ministre de l'industrie et du commerce, hiroshi mitsuzuka, le vice-ministre de l'agriculture, hideo maki, le vice-ministre des sciences et de la technologie, moritaka nakamura ainsi qu'avec le directeur general n. suzuki et les directeurs k. seiki et h. konno du miti (ministere de l'industrie et du commerce), et le directeur general, y. sato, du ministere des affaires etrangeres.

des pourparlers qui ont porte principalement sur le cycle d'uruguay du gatt et sur les relations bilaterales, les elements suivants meritent votre attention:

original envoye a: m. le conseiller federal delamuraz

copies envoyees a:

- dfi, off. fed. de l'education et de la science
- adm. federal de finances (par fax)
- ofaee (15x)
- ofa
- off. fed. de l'aviation civile
- bns berne
- bns zurich

27.1.1989 14.20. -o- alp/fz



2)

1. gatt:

1.1. agriculture:

les discussions ont confirme que nos deux pays ont beaucoup en commun quant a la place de l'agriculture dans la politique et l'economie nationales ainsi qu'a l'approche dans les negociations au gatt (specificite, refus d'une elimination complete du soutien a l'agriculture, pse uniquement comme instrument de surveillance et non pas de negociation). les deux delegations ont exprime le souhait d'engager des consultations entre pays importateurs afin d'essayer de definir une position ou strategie commune qui ne devrait pas simplement represente un compromis entre les positions des usa et la ce. j'ai propose qu'une telle position devrait se concentrer essentiellement sur les regles, et notamment tenir compte des elements de la specificite et du maintien d'un certain taux d'autoapprovisionnement. a cette fin des consultations bilaterales (japon-suisse) pourraient etre organisees en marge des consultations du dg dunkel, prevues du 13 au 15 fevrier a geneve, et si possible meme avant le 13. parmi les pays importateurs a etre associes a des consultations sur une position commune ont ete entre autres mentionnes: la coree, la norvege, la finlande et informellement la france. quelques precisions ont egalement ete apportees a la position japonaise prise a montreal: le japon est pret a discuter du pse et pourrait l'accepter pour surveiller les mesures a court terme, mais une acceptation definitive ne se ferait qu'a condition que tous les defauts de la methode actuelle (ocde) soient elimines, notamment celui de l'effet de l'inflation et des fluctuations des taux de change. de l'avis de mes interlocuteurs un "freeze" devrait se baser sur l'annee 1986, date avant laquelle les japonais ont reduit les prix de soutien du riz de 10 o/o et engage

des mesures de liberalisation. j'ai l'impression que le japon fera tout pour sauver sa production de riz et de ce fait pourrait peut-etre prendre une position plus flexible quant aux autres secteurs de produits.

les gens du miti sont - a mon etonnement - confiants qu'avec la nouvelle equipe aux etats-unis (yeutter, ministre de l'agriculture) et le changement dans la ce (andriessen) la situation dans l'agriculture s'ameliore. par contre ils sont de l'avis que les trips presenteront le plus grand probleme.

1.2 trips:

le japon est pret a engager les discussions dans le domaine des trips sur la base du papier discute a montreal par les 5 pays les plus interesses, dont la suisse. les difficultes majeures a resoudre dans ce domaine concernent la participation effective

des pvd et le risque que les usa appliquent des mesures unilaterales. les japonais partagent notre point de vue que l'inde constitue la pierre d'accrochage de la negociation trips et que le resultat final pourrait bien etre la creation d'un code entre pays interesses si un arrangement parmi toutes les parties contractantes devait s'averer impossible.

1.3 tarifs:

dans le domaine des tarifs, le japon continuera a defendre l'application d'une formule, mais considere difficile de trouver une entente quant aux secteurs (produits industriels/ressources naturelles/produits agricoles?). la position americaine d'un refus categorique d'une formule est jugee trop extremiste, mais difficile a faire bouger.

1.4. services:

j'ai fait part de mon souci que la mention d'un traitement special et differencie des pvd a ce stade des negociations pourrait constituer une repetition de l'erreur faite par la creation de la partie iv du gatt. or, mes interlocuteurs y voyaient une certaine garantie que les pvd allaient participer a ce volet important des negociations. j'ai egalement evoque qu'a notre avis aucun secteur ne devait etre exclu a priori et que l'application du principe du traitement national pourrait presenter des difficultes dans les cas ou un droit national harmonise etait presuppole.

3)

2. problemes bilateraux:

j'ai saisi l'occasion de decrire aux representants du miti et du ministere des affaires etrangeres les quelques problemes commerciaux qui continuent a gener nos relations bilaterales, c'est a dire les droits de douane eleves sur: les couvertures en chocolat, les fromages a pate dure et les fromages fondus, les chaussures de ski, les restrictions affectant la fondue, la protection inadeguate ou l'abus des marques d'origine suisse et des patentes, et le maintien d'une taxe a la source sur les redevances de licences. un aide-memoire concernant tous ces problemes a ete remis a m. sato du ministere des affaires etrangeres. mes interlocuteurs ont promis d'examiner les cas cites ci-dessus et signale que les droits de douane eleves mentionnes dans la liste pourraient peut-etre utilement etre traites dans le cadre des negociations tarifaires de l'ur. j'ai, en revanche, plaide pour un geste autonome qui pourrait etre "credite" lors de la partie tarifaire du round.

j'ai egalement annonce a m. sato l'interet de la suisse a bientot engager des discussions relatives a la conclusion d'un arrangement glp (good laboratory practices) concernant les produits agrochimiques et chimiques industriels.

3. transport aerien:

j'ai evoque avec mes interlocuteurs competents la questions des droits de trafic pour des vols swissair non-stop entre le japon et la suisse sur la route transsiberienne, en soulignant en premier lieu que swissair est actuellement la seule compagnie

aerienne importante en europe qui est privee de ce droit. de ce fait cette question est devenue un des plus important probleme entre nos deux pays. si le principe de la concretisation d'un quatrieme vol hebdomadaire, deja convenu l'annee passee, et l'utilisation de la route transsiberienne ne devaient plus poser de problemes insurmontables, il reste encore a resoudre les details de l'operation, surtout en ce qui concerne le jour d'operation. la question reste ouverte et sera negociee d'avantage entre les compagnies et les autorites competentes des deux pays.

4. visites:

de leur cote les japonais n'avaient aucun probleme bilaterat a signaler, mais ils ont regrette que vous aviez du renvoyer, pour des raisons de circonstances, votre visite l'annee passee. ils apprecient chaque occasion d'ameliorer les contacts personnels avec la suisse, leurs interets se concentrent non seulement sur une renforcement du systeme multilateral, mais egalement sur les relations bilaterales avec les pays europeens.

enfin j'ai transmis (via m. sato) votre invitation au premier ministre takeshita ainsi que l'invitation provenant du symposium de st. gall. m. sato a reagi spontanement et ne cachait pas qu'une acceptation devrait etre plutot difficile, surtout en mai, a cause des sessions du parlement et du voyage au sommet en juillet. la reponse nous sera transmise par notre ambassade. 4)

5. human frontier science program:

a la science and technology agency, j'ai transmis a mon interlocuteur m. moritaka nakamura, deputy ministre, le souhait de la suisse de pouvoir participer au "human frontier science program" dans la plus large mesure possible, soulignant a la fois l'interet considerable dont ce projet etait l'objet, et la contribution que notre pays pourrait lui apporter de par l'expertise de ses savants et de ses laboratoires, precisement dans les domaines vises. j'ai exprime notre regret de voir ce programme se preparer dans le cadre exclusif des g7.

j'ai ainsi fait part de l'offre de la ville de zurich d'heberger le siege de son organisation europeenne, ainsi que de celle de notre pays de contribuer financierelement au budget du programme, contribution en rapport avec le role que nous serions amenes a jouer dans le cadre de sa gestion. remerciant d'avoir invite notre ambassade a tokyo a se joindre a titre d'observateur a la premiere reunion de son comite scientifique, j'ai exprime le souhait que notre observateur puisse etre accompagne d'une personnalite scientifique suisse de haut niveau.

dans le cadre plus general de la cooperation scientifique et technique entre le japon et la suisse, j'ai indique a mon interlocuteur que la suisse etait favorable a la conclusion d'un eventuel accord cadre, ou human frontier, entre autres sujets, aurait une place logique et non-discriminatoire.

6. le japon et 1992:

"1992" est, aussi au japon, un theme a la page. dans la mesure ou il n'y aura pas de discrimination entre societes a capital communautaire et societes a capital etranger, les chances que comporte le grand marche sont perçues ici avec clairvoyance. sur le plan commercial, en revanche, une certaine preoccupation a l'egard d'une future forteresse europe est evidente. de plus, il y a une perplexite quant a la notion communautaire de reciprocite. si nous, en suisse, craignons une reciprocite quantitative, les japonais, quant a eux, se preoccupent d'une eventuelle reciprocite qualitative ayant comme consequence, par exemple, de forcer la "de-segmentation" du marche bancaire japonais, donc l'abolition du fameux article 65 de la loi japonaise sur les banques.

7. remarque finale:

avec des exportation de frs. 3184 mio. et des importations de frs. 4117 mio. notre commerce avec le japon boucle avec un deficit modere de frs. 933 mio. ces echanges, ne constituant cependant que 3,8 o/o, respectivement 4,6 o/o de notre commerce exterieur, meritent d'etre intensifies, par exemple par un engagement plus marque de nos pme par le biais d'une chambre de commerce en voie de professionnalisation. or la clef de notre presence au japon reside dans les investissements qui nous rangent avec frs. 447 mio. a la deuxieme place apres les etats-unis. dans ce domaine, certains croient percevoir, le debut d'une fatigue dans la mentalite de pionier, les investissements productifs perdant quelque peu le pas par

5)
rapport aux contrats de licence et aux participations
financieres. aussi nos entreprises se plaignent - elles de ne
plus trouver de jeunes suisses prêts a s'expatrier au japon pour
quelques annees. peut-etre la discrimination du marche
communautaire du travail aura-t-elle un effet benefique a ce
sujet...
blankart+

ambasuisse